

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CLAAS FINANCIAL SERVICES

Société par Actions Simplifiée au capital de 44.624.768 EUR
Siège social : 18 rue Baudin – 92300 LEVALLOIS PERRET
422 379 594 RCS NANTERRE

Comptes annuels au 31 décembre 2024
approuvés par l’Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société CLAAS Financial Services relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport à l’Organe Collégial de Direction.

Fondement de l’opinion

■ Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Point clé de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de crédit – Provisionnement individuel

Risque identifié	Notre réponse
Dans le cadre de ses activités bancaires, votre société est exposée au risque de crédit.	Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de votre société, et testé les contrôles clés concernant l’identification et l’évaluation des dépréciations.
Votre société comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur ses activités (prêts, crédit-bail et location simple).	Nous avons également réalisé, en date d’arrêté, des travaux sur les encours les plus significatifs.
Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions hors bilan, et correspondent à la	Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :

<p>différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit des flux futurs estimés recouvrables tels qu'énoncés dans la note 2-E de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :</p> <p>► manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ces flux ;</p> <p>► statistiquement pour les petites créances présentant des caractéristiques similaires.</p> <p>Au 31 décembre 2024, le montant total des créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit s'élève à M€ 2 096,60, dont M€ 40,90 de créances douteuses ; le montant total des dépréciations s'élève à M€ 24,0 comme présenté dans les notes 2-C, 2-E, 3-D, 3-H et 3-I de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>► l'identification des indicateurs de dépréciation ;</p> <p>► la classification des expositions en créances douteuses ;</p> <p>► le suivi et la valorisation des garanties ;</p> <p>► la détermination des dépréciations manuelles et des dépréciations statistiques de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé.</p> <p>Avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons apprécié les méthodologies retenues par l'entité, et avons procédé à la revue des modèles d'estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique.</p> <p>En complément, nous avons procédé à une revue de crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.</p> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit.</p>
--	---

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'Organe Collégial de Direction et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CLAAS Financial Services par votre assemblée générale du 28 avril 2023 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 30 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe à l'Organe Collégial de Direction de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport à l'Organe Collégial de Direction

Nous remettons à l'Organe Collégial de Direction un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport à l'Organe Collégial de Direction figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également à l'Organe Collégial de Direction la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec l'Organe Collégial de Direction des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 15 avril 2025

DELOITTE & ASSOCIES
Julien Koscien

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres
Luc Valverde**BILANS COMPARES 2024-2023****(En milliers d'euros)**

ACTIF	2024	2023
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	78 799	98 808
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 256 274	1 248 295
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	44 891	55 798
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	0	0
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	-3
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	583 030	569 191
LOCATION SIMPLE	246 717	209 275
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE	0	0
ACTIONS PROPRES	0	0
AUTRES ACTIFS	64 348	43 662
COMPTES DE REGULARISATION	18 148	27 430
TOTAL DE L'ACTIF	2 292 208	2 252 455
PASSIF	2024	2023
BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 158 299	1 176 761
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	797 077	736 144
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	45 891	56 798
AUTRES PASSIFS	36 659	47 085
COMPTES DE REGULARISATION	139 189	105 779
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	37	54
DETTES SUBORDONNEES	0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	115 057	129 835
<i>CAPITAL SOUSCRIT</i>	<i>44 625</i>	<i>44 625</i>
<i>PRIMES D'EMISSION</i>	<i>194</i>	<i>194</i>
<i>RESERVES</i>	<i>4 504</i>	<i>4 504</i>
<i>ECART DE REEVALUATION</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>PROVISIONS REGLEMENTEES</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>REPORT A NOUVEAU</i>	<i>58 523</i>	<i>54 768</i>
<i>RESULTAT DE L'EXERCICE</i>	<i>7 211</i>	<i>25 744</i>
ACOMPTE SUR DIVIDENDES	0	0
TOTAL DU PASSIF	2 292 208	2 252 455

COMPTES DE RESULTAT COMPARES 2024-2023

(En milliers d'euros)

COMPTES DE RESULTAT	2 024	2023
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	64 983	57 303
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	-57 115	-42 464
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	248 964	229 699
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	-236 117	-207 173
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	88 573	78 086
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	-88 300	-70 208
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
COMMISSIONS (PRODUITS)	12 252	10 739
COMMISSIONS (CHARGES)	-6 461	-5 219
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	-260	629
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	7 305	7 215
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-3 878	-3 782
PRODUIT NET BANCAIRE	29 946	54 824
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-17 293	-17 936
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	12 653	36 888
COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT	-2 691	260
RESULTAT D'EXPLOITATION	9 962	37 148
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	9 962	37 148
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0
IMPOT SUR LES BENEFICES	-2 751	-11 404
DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG et PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
RESULTAT NET	7 211	25 744

HORS BILAN COMPARES 2024-2023

(En milliers d'euros)

	2024	2023
ENGAGEMENTS DONNES	13 006	9 604
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	9 088	8 797
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	3 918	807
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS RECUS	297 370	431 308
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	15 755	153 878
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	281 615	277 430
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Le siège social de la société CLAAS FINANCIAL SERVICES a été transféré du 12 rue du Port 92000 Nanterre au 18 rue Baudin 92300 Levallois-Perret en date du 15 avril 2024.

En anticipation de la réforme de la facturation électronique et suite à une demande du groupe, la société CLAAS FINANCIAL SERVICES a opté à la TVA sur les débits, à compter du 1^{er} novembre 2024.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements financiers, telles qu'elles sont prévues dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'appliquent aux entreprises du secteur bancaire.

Conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC du Comité de la Réglementation Comptable et des précisions apportées par l'avis 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchuées du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit - bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

CLAAS Financial Services fait application, de l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

Dans le cadre des moratoires accordés au cours de la crise Covid-19, il a été pratiqué une méthode de lissage des loyers pour le seul périmètre des contrats rééchelonnés Covid-19 conduisant ainsi à la comptabilisation d'un produit à recevoir.

Selon l'article 512-4 du PCG, sont rattachés à l'exercice : les produits acquis à cet exercice, auxquels s'ajoutent éventuellement les produits acquis normalement à des exercices précédents mais qui, par erreur ou omission, n'ont pas alors fait l'objet d'un enregistrement comptable. Un produit est acquis lorsque les prestations ont été effectuées ou les biens ont été livrés.

En l'espèce, du fait de son choix de retenir une approche économique des contrats comme principe de reconnaissance du revenu sur le seul périmètre des contrats rééchelonnés pour motif COVID-19, CLAAS Financial Services applique, implicitement, sur ce périmètre, la méthode de linéarisation des loyers inégaux puisqu'il s'agit de la méthode fondée sur la réalité économique des contrats.

Dans ces conditions, le preneur continue à tirer des avantages économiques procurés par l'usage du bien loué, ce qui justifie que CLAAS Financial Services soit en droit de considérer que le produit de loyers non facturés durant la période de moratoires est certain et acquis à la clôture.

Ce produit à recevoir est inscrit au bilan dans les postes « Opérations de crédit –bail, de location avec option d'achat » et « Opérations de location simple » et au compte de résultat dans les postes « Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat » et « Produits sur opérations de location simple ».

CLAAS Financial Services détient 4 succursales hors du territoire Français intégrées dans la zone euro :

- . Une succursale en Italie,
- . Une succursale en Espagne,
- . Une succursale en Allemagne,
- . Une succursale en Pologne,

Leur activité est identique à celle de CLAAS Financial Services. Leurs comptes au 31 décembre 2024 intégrés dans les comptes de CLAAS Financial Services ont été retraités suivant les normes relatives aux dispositions réglementaires applicables aux banques Françaises.

A) Conversion des opérations libellées en devises

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement ANC n° 2014-07. Les éléments d'actif, de passif et d'hors-bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours moyen de la période de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

B) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

C) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe D) dans « 3. NOTES SUR LE BILAN » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

D) TITRES

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

a- Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Depuis 2023, Claas Financial Services a mis en place avec BNP PARIBAS SA un dispositif d'emprunts de titres d'état. Les titres prêtés sont inscrits à l'actif du bilan au poste « Obligations et autres titres à revenu fixe » pour leur valeur de marché en contrepartie d'une dette de même montant inscrite au passif du bilan au poste « Dettes représentées par un titre ».

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

b- Titres de placement

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

Au 31/12/2024, CLAAS Financial Services ne détient plus de titres de placement.

c- Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

CLAAS Financial Services ne détient pas de titres d'investissement.

d- Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

CLAAS Financial Services ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

e- Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles CLAAS Financial Services dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique " Gains ou pertes sur actifs immobilisés " du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Ce poste correspond aux certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts.

E) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET LOCATION SIMPLE

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions du règlement n° 2014-03 de l'ANC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

■ Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

■ Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- Le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part,
- Et la limite de dégressivité admise d'autre part.

■ Créances douteuses :

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes H) et I) dans « 3. NOTES SUR LE BILAN » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

■ **Dépréciation des immobilisations**

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2024.

F) Immobilisations

a- Immobilisations incorporelles

Elles concernent principalement des logiciels acquis ou créés par CLAAS Financial Services et sont inscrites pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou leur coût de production.

Elles font l'objet d'un amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilisation prévue (le plus souvent 12 mois) sans excéder 5 ans.

Conformément à la réglementation bancaire, les certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts sont inscrits en titres.

b- Immobilisations corporelles

Constructions :

La société Claas Financial Services n'est pas propriétaire de constructions au 31/12/2024.

Autres immobilisations corporelles :

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur coût réévalué.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur leurs durées probables d'utilisation :

- Matériel : 5 ans,
- Mobilier : 10 ans.

Aucun coût d'emprunt n'a été affecté aux actifs.

G) PROVISIONS

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration. Conformément au règlement n° 2014-03 de l'ANC, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de Claas Financial Services à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Provisions pour retraite, préretraite et avantages assimilés

La société Claas Financial Services n'est pas concernée par ce type d'opérations.

H) IMPOTS DIFFERES

Depuis l'arrêté du 31/12/2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2024, l'impact de l'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sous le poste « Impôts sur les sociétés », et s'élève à 4 003 milliers d'euros, dont -22 k€ pour la France et 4 025 k€ pour les succursales.

I) Produit net bancaire

a- Intérêts, produits et charges assimilés

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

b- Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit-bail, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les moins-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de contrat et les provisions pour dépréciation des ITNL.

Les produits sur opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice et augmentés de la part échue des bonifications (supportées par les fournisseurs d'équipements). S'y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de location, les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

Sur le périmètre des contrats rééchelonnés pour motif Covid-19, il a été pratiqué la méthode de lissage des loyers sur la durée restant à courir des contrats ce qui a généré un produit à recevoir de 2 243 milliers d'euros.

c- Commissions (charges et produits)

Ce poste reprend essentiellement les commissions d'affacturage (enregistrées dès qu'elles sont acquises) et les prestations de services financiers auprès des tiers.

J) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les rémunérations d'intermédiaires figurent dans le poste « autres frais administratifs ». En 2024, le montant s'élève à 390.02 milliers d'euros pour les succursales et à néant pour la France.

3. NOTES SUR LE BILAN

A) OPERATIONS EN DEVICES

Les opérations de la succursale polonaise sont enregistrées en zloty.

Leur contre valorisation en euro a généré 959 K€ d'écart de conversion inscrit au passif du bilan en comptes de régularisation au 31/12/2024.

B) CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP

En milliers d'euros

	France	Succursales	2024	2023
Caisse	0	0	0	0
Banques centrales	0	0	0	0
Total Caisse, Banque centrale, CCP	0	0	0	0

C) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers d'euros

	France	Succursales	2024	2023
Créances à vue	45 381	25 947	71 328	98 006
Créances rattachées	10	159	169	0
Total à vue	45 391	26 106	71 497	98 006
Prêt au jour le jour	0	0	0	0
Autres créances à terme	19	7 283	7 302	639
Créances rattachées			0	163
Total à terme	19	7 283	7 302	802
Créances douteuses	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2023	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0
Reprises de l'exercice	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024	0	0	0	0
Total Créances sur les Etablissements de Crédit	45 410	33 389	78 799	98 808

Echéancier au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	7 302	7 302	0	0	0

D) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (actif)

En milliers d'euros

	France				Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturage	Autres concours à la clientèle et affacturage		
Encours sains	0	355 779	0	0	879 989	1 235 767	1 235 420
Encours douteux (1)	0	8 337	0	0	21 788	30 125	20 864
Provisions au 31/12/2023 (1) (2)	0	-3 119	0	0	-7 960	-11 078	-11 742
Dotations de l'exercice	0	-1 498	0	0	-7 818	-9 316	-6 166
Reprises de l'exercice	0	852	0	0	6 241	7 094	7 177
Autres variations	0		0	0	-78	-78	-347
Provisions au 31/12/2024 (1) (2)	0	-3 764	0	0	-9 614	-13 378	-11 078
Encours nets	0	360 352	0	0	892 163	1 252 515	1 245 205
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
créances rattachées	0	2 107	0	0	1 653	3 760	3 090
Encours totaux	0	362 459	0	0	893 816	1 256 274	1 248 295

Les créances passées en perte et les récupérations sur créances figurent dans le coût du risque.

(1) En application de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Douteux compromis France	5 544	-3 217	2 327
Douteux compromis Succursales	5 188	-4 168	1 020
Total douteux compromis	10 732	-7 386	3 347
Douteux non compromis France	2 793	-547	2 246
Douteux non compromis Succursales	16 600	-5 446	11 154
Total douteux non compromis	19 393	-5 993	13 400
TOTAL	30 125	-13 378	16 747

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 3 213 k€ pour la France.

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle	1 235 767	118 421	309 967	753 821	53 558

E) OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

En milliers d'euros

	Portefeuille de transaction	Dont titres cotés
Titres prêtés - Valeur nominale (1) (2)	53 000	53 000
Réévaluation sur titres prêtés	-8 109	-8 109
Valeur totale au 31/12/2024	44 891	44 891
Valeur totale au 31/12/2023	55 752	55 752

(1) La société CLASS FINANCIAL SERVICES a prêté des titres de transaction en date du 13/09/2024 pour une valeur nominale de cinquante-trois millions d'euros (53 000 000 €) à échéance au 14/03/2025.

(2) Il s'agit de prêt de titres qualifié réglementairement par le Prêteur en tant que HQLA, nécessaire au respect du Liquidity Coverage Ratio.

En milliers d'euros

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Créances rattachées		
Créances rattachées sur titres prêtés	0	46
Total Créances rattachées titres de transaction	0	46

Echéancier au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Prêt de titres	53 000	53 000	0	0	0

F) ACTIONS ET TITRES A REVENU VARIABLE

Néant

G) PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

Néant

H) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT

En milliers d'euros

	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2024
	Solde au 31/12/2023	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Sorties sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	
Immobilisations en Crédit-bail											
Immobilisations en Crédit-bail mobilier France	418 123	123 459	-63 712	0	477 870	221 096	92 690	-53 989	0	259 798	218 072
Immobilisations en Crédit-bail mobilier Succursales	669 345	133 885	-109 559	560	694 231	323 305	125 050	-90 451	266	358 169	336 062
Total des immobilisations en Crédit-bail	1 087 468	257 344	-173 271	560	1 172 101	544 401	217 740	-144 440	266	617 967	554 134
Immobilisations en cours Crédit-bail											
Immobilisations en cours Crédit-bail France	89	739	0	0	828	0	0	0	0	0	828
Immobilisations en cours Crédit-bail Succursales	189	360	0	0	549	0	0	0	0	0	549
Total des immobilisations en cours Crédit-bail	278	1 099	0	0	1 377	0	0	0	0	0	1 377
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	371	750	0	0	1 120	0	0	0	0	0	1 120
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	20	-20	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	371	770	-20	0	1 120	0	0	0	0	0	1 120
Total Immobilisations Crédit-bail	1 088 117	259 213	-173 291	560	1 174 599	544 401	217 740	-144 440	266	617 967	556 631

En milliers d'euros

	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail France	3 216				3 335
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail Succursales	3 573				4 866
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)	6 789			0	8 201
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1) et (2)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail France	-2 168	-627	562	0	-2 233
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail Succursales	-3 229	-2 312	1 235	-1	-4 307
Total Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1)	-5 397	-2 939	1 798	-1	-6 540
Créances rattachées Crédit-bail (3)					
Créances rattachées Crédit-bail France	3 689			0	5 454
Créances rattachées Crédit-bail Succursales	20 394			0	19 284
Total Créances rattachées Crédit-bail (3)	24 084			0	24 738
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	25 475			-1	26 398

(1) En application du règlement 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Crédit-bail compromis France	2 843	-2 063	780
Crédit-bail compromis Succursales	4 197	-3 740	457
Total Crédit-bail compromis	7 040	-5 803	1 237
Crédit-bail non compromis France	492	-170	323
Crédit-bail non compromis Succursales	669	-568	101
Total Crédit-bail non compromis	1 161	-737	424
Total crédit-bail	8 201	-6 540	1 661

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 1 344 k€ pour la France.

(3) Au titre du lissage des loyers sur le périmètre des contrats COVID-19 rééchelonnés, le montant des produits à recevoir s'élève à 967 K€ en totalité pour les succursales.

I) LOCATION SIMPLE

En milliers d'euros

	MMOBILISATIONS						AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				Valeur nette comptable au 31/12/2024
	Solde au 31/12/2023	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	
Immobilisations en Location Simple											
Immobilisations en Location Simple France	161 299	85 360	-71 906	0	174 753	49 502	47 544	-40 285	0	56 760	117 993
Immobilisations en Location Simple Succursales	144 483	87 312	-36 421	0	195 374	50 849	39 924	-20 451	0	70 322	125 052
Total des immobilisations en Location Simple	305 782	172 672	-108 327	0	370 127	100 351	87 468	-60 737	0	127 083	243 044
Immobilisations en cours Location Simple											
Immobilisations en cours Location Simple France	4	248	0	0	252	0	0	0	0	0	252
Immobilisations en cours Location Simple Succursales	504	0	-216	0	287	0	0	0	0	0	287
Total des immobilisations en cours Location Simple	508	248	-216	0	539	0	0	0	0	0	539
Acomptes versés fournisseurs		²									
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	306 290	172 919	-108 543	0	370 666	100 351	87 468	-60 737	0	127 083	243 583

En milliers d'euros

	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	692			0	750
Créances douteuses valeur brute Location Simple Succursales	2 603			0	1 796
Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	3 295			0	2 546
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1) et (2)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-451	-251	135	0	-568
Provisions sur créances douteuses Location Simple Succursales	-2 055	-738	1 288	0	-1 505
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	-2 506	-989	1 423	0	-2 072
Créances rattachées Location Simple					
Créances rattachées Location Simple France	2 177			0	1 863
Créances rattachées Location Simple Succursales	369			0	797
Total Créances rattachées Location Simple (3)	2 547			0	2 660
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple	3 336			0	3 134

(1) En application du règlement 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Location simple compromis France	495	-322	173
Location simple compromis Succursales	1 763	-1 471	292
Total location simple compromis	2 258	-1 793	465
Location simple non compromis France	255	-246	9
Location simple non compromis Succursales	33	-33	0
Total location simple non compromis	288	-279	9
Total location simple	2 546	-2 072	474

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 376 k€ pour la France.

J) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En milliers d'euros

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION	AUTRES VARIATIONS	CLOTURE
Fonds de commerce	0	0	0	0	0
Droit au bail et droit d'entrée	0	0	0	0	0
Droit au bail et droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Frais d'établissements	0	0	0	0	0
Logiciels	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0
Frais d'établissements Succursales	0	0	0	0	0
Logiciels Succursales	8	0	0	0	8
Valeur brute	8	0	0	0	8
Amortissements Droit d'entrée	0	0	0	0	0
Amortissements frais d'établissements	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels	0	0	0	0	0
Amortissements Droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Frais d'établissements Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels Succursales	-8	0	0	0	-8
Amortissements	-8	0	0	0	-8
Valeur nette	0	0	0	0	0

En milliers d'euros

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION	AUTRES VARIATIONS	CLOTURE
Matériel informatique	0	0	0	0	0
Matériels et mobiliers de Bureau	0	0	0	0	0
Matériels de transport	0	0	0	0	0
Matériel et outillage	0	0	0	0	0
Œuvres d'art	0	0	0	0	0
Titres et avances des SCI	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0
Agencements, aménagements et installations Succursales	0	0	0	0	0
Matériel informatique Succursales	2	0	0	0	2
Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Matériels et mobiliers de Bureau Succursales	3	0	0	0	3
Valeur brute	5	0	0	0	5
Amortissements Matériel informatique	0	0	0	0	0
Amortissements Matériels et mobiliers de Bureau	0	0	0	0	0
Amortissements Matériels de transport	0	0	0	0	0
Amortissements Matériel et outillage	0	0	0	0	0
Provisions Titres et avances des SCI	0	0	0	0	0
Amortissements Agencements Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Matériel informatique Succursales	-2	0	0	0	-2
Amortissements Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Mat et mob de Bureau Succursales	-3	0	0	0	-3
Amortissements	-5	0	0	0	-5
Valeur nette	0	0	0	0	0

K) AUTRES ACTIFS

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Autres débiteurs divers	21 170	4 810	25 980	15 494
Impôt différé actif	530	15 971	16 501	12 477
Impôt société	3 421	110	3 531	0
Dépôts et cautionnements	807	0	807	807
Etat autres Impôts et taxes	14 393	2 699	17 092	14 745
Comptes débiteurs divers douteux	42	413	455	198
Provisions au 31/12/2023	-13	-46	-59	-61
Dotations de l'exercice	-43	-12	-55	-93
Reprises de l'exercice	40	56	96	95
Autres variations	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024	-16	-2	-18	-59
TOTAL	40 347	24 002	64 348	43 662

L) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Produits à recevoir	1 613	1 057	2 670	6 221
Valeurs à l'encaissement	494	9 302	9 797	12 465
Charges constatées d'avance	4	224	228	870
Autres	1 960	3 493	5 453	7 874
TOTAL	4 071	14 077	18 148	27 430

M) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Comptes et emprunts à vue	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	8	8	7
Total à vue	0	8	8	7
Emprunt au jour le jour	0	0	0	0
Comptes et emprunts à échéance	19	1 148 763	1 148 782	1 170 502
Dettes rattachées	0	9 509	9 509	6 252
Total à terme	19	1 158 272	1 158 291	1 176 754
Total Dettes envers les Etablissements de crédit	19	1 158 280	1 158 299	1 176 761

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	1 148 782	122 607	330 594	680 930	14 651

N) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial.

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Comptes à vue	0	0	0	9 787
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	0	0	0	9 787
Comptes à terme	699 099	94 700	793 799	724 230
Dettes rattachées	1 822	1 456	3 278	2 127
Total à terme	700 921	96 156	797 077	726 357
Total des opérations avec la clientèle	700 921	96 156	797 077	736 144

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme	793 799	83 975	187 422	472 356	50 046

O) DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

En milliers d'euros

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Titres de créances négociables (1)	1 000	1 000
Titres empruntés - Valeur Nominale (2)	53 000	66 000
Revalorisation des titres empruntés	-8 109	-10 248
Total Titres de créances négociables	45 891	56 752

(1) La société CLAAS FINANCIAL SERVICES a émis des Titres de Créances Négociables (TCN) en date du 18/12/2024 et à échéance du 12/02/2025 pour une valeur nominale d'un million d'euros (1 000 000€).

(2) La société CLASS FINANCIAL SERVICES a emprunté des titres de transaction en date du 13/09/2024 pour une valeur nominale de soixante-douze millions d'euros (53 000 000 €) à échéance au 14/03/2025.

En milliers d'euros

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dettes rattachées		
Dettes rattachées sur titres empruntés	0	46
Total Dettes rattachées titres	0	46

P) AUTRES PASSIFS

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Etat autres impôts et Organismes sociaux	2 835	1 020	3 854	1 890
Fournisseurs (Crédit-Bail et assimilés)	2 975	1 861	4 836	13 837
Clients et tiers acquéreurs	413	4 077	4 490	4 360
Impôt courant	0	2 251	2 251	5 282
Impôt différé passif	0	19 154	19 154	19 133
Dépôts de garantie	0	0	0	0
Autres	234	1 839	2 073	2 582
TOTAL	6 457	30 202	36 659	47 085

Q) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Produits perçus d'avance (1)	51 203	54 102	105 306	89 502
Charges à payer	4 720	3 309	8 030	6 510
Ecart de conversion	0	0	0	0
Autres	0	1 279	1 279	5 241
Comptes d'encaissement	22 353	2 221	24 574	4 526
TOTAL	78 277	60 912	139 189	105 779

(1) Les produits perçus d'avance sont principalement constitués des régularisations des loyers de crédit-bail, de L.O.A. et de location simple pour un montant de 35 975,52 milliers d'euros au 31 décembre 2024 pour la France et 5 570,5 milliers pour les succursales.

R) PROVISIONS

En milliers d'euros

	Ouverture	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	Clôture
Provisions pour charges diverses France	54	0	-17	0	0	37
Provisions pour charges diverses Succursales	0	0	0	0	0	0
TOTAL	54	0	-17	0	0	37

S) CAPITAUX PROPRES**1) Capital**

Le capital social de CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS est de 44 624 768,00 euros. Il est composé de 2 935 840 actions, d'un montant nominal de 15,20 € entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont reçues dans le cadre des opérations de Crédit-Bail ou de location. Ces dernières figurent pour leur montant net d'amortissements.

3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros

	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvement s	Clôture
Capital	44 625	0	0	0	0	44 625
Prime d'émission	194	0	0	0	0	194
Prime et Boni de fusion	0	0	0	0	0	0
Réserve légale	4 462	0	0	0	0	4 462
Réserve des plus-values à long terme	0	0	0	0	0	0
Autres réserves	41	0	0	0	0	41
Provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0
Report à nouveau	54 768	25 744	-21 989	0	0	58 523
Résultat net de l'exercice	25 744	-25 744	0	7 211	0	7 211
Acomptes sur dividendes	0	0	0	0	0	0
Total capitaux propres	129 835	0	-21 989	7 211	0	115 057

4) Résultat dilué par action et résultat par action

Résultats réduits à une seule action ajustée

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	106,69
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	2,46
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	10,71

4. NOTES SUR LE HORS BILAN

A) ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Engagements donnés	3 918	9 088	13 006	9 604
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0	9 088	9 088	8 797
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	3 918	0	3 918	807
Engagements reçus	52 129	245 240	297 370	431 308
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	0	4 002	4 002	19 005
Engagements de financement reçus de la clientèle	11 753	0	11 753	134 873
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	0	44	44	44
Engagements de garantie reçus de la clientèle (2)	40 376	241 194	281 571	277 386

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

INFORMATIONS SECTORIELLES

En milliers d'euros

	France	Succursales				TOTAL 2024
		Allemagne	Espagne	Italie	Pologne	
PRODUIT NET BANCAIRE	7 053	6 826	-109	9 620	6 556	29 946
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-5 205	-5 765	-1 421	-2 980	-1 923	-17 293

A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

En milliers d'euros

	2024						2023	
	PRODUITS			CHARGES			Produits	Charge s
	France	Succursales	Total	France	Succursales	Total		
Opérations avec les Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit	556	1 555	2 111	77	37 134	37 211	2 646	27 757
Opérations avec la clientèle	13 914	48 968	62 882	15 794	3 793	19 587	54 454	14 398
Obligations et autres titres à revenu fixe	-46	0	-46	0	0	0	46	0
Autres intérêts	0	0	0	317	0	317	0	309
Dotations aux provisions	-13	-58	-71	0	0	0	32	0
Créances passées en perte sur l'exercice	-49	-40	-89	0	0	0	-100	0
Reprises de provision	83	113	196	0	0	0	225	0
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	14 444	50 539	64 983	16 188	40 927	57 115	57 303	42 464

Les provisions relatives à ces opérations pour la partie capital sont enregistrées en coût du risque.

B) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL**a) Produits sur opérations de Crédit-bail**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Loyers	80 584	145 871	226 455	207 932
Reprise de provisions de dépréciation	935	279	1 214	1 018
Plus-values de cession	10 329	3 336	13 665	12 034
Indemnités de résiliation	516	1 713	2 229	1 574
Produits divers	447	6 314	6 761	6 883
Dotations aux provisions	-627	-2 312	-2 939	-2 007
Créances passées en perte sur l'exercice	-44	-296	-340	-706
Reprises de provision	562	1 235	1 798	2 903
Récupérations sur créances amorties	112	10	122	69
TOTAL	92 814	156 150	248 964	229 699

b) Charges sur opérations de Crédit-bail

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dotations aux amortissements	91 943	124 830	216 773	192 184
Dotations aux provisions de dépréciation	747	220	967	874
Moins-values de cessions	1 139	14 148	15 287	11 360
Charges diverses	0	3 089	3 090	2 756
TOTAL	93 829	142 287	236 117	207 173

C) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES**a) Produits sur opérations locations simples**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Loyers	27 693	29 268	56 961	44 293
Reprise de provisions de dépréciation	270	584	854	181
Plus-value de cessions	23 756	6 778	30 534	33 370
Indemnités de résiliation	317	-617	-300	2 404
Produits divers	114	225	339	-462
Dotations aux provisions	-251	-738	-989	-1 900
Créances passées en perte sur l'exercice	-109	-143	-252	-109
Reprises de provision	135	1 288	1 423	303
Récupérations sur créances amorties	0	3	3	6
TOTAL	51 925	36 648	88 573	78 086

b) Charges sur opérations de locations simples

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dotations aux amortissements	47 183	39 924	87 107	68 784
Dotations aux provisions de dépréciation	362	0	362	840
Moins-values de cessions	167	483	650	480
Charges diverses	0	182	182	104
TOTAL	47 712	40 589	88 300	70 208

D) REVENUS DE TITRES A REVENU VARIABLE

Néant

E) COMMISSIONS

En milliers d'euros

	TOTAL 2024		TOTAL 2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec Etablissements de crédit France	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle France	0	41	0	42
Opérations avec la clientèle Succursales	237	2 716	108	2 080
Opérations Affacturage France	0	0	0	0
Opérations Affacturage Succursales	0	0	0	0
Prestations de services financiers France	59	3 495	20	3 515
Prestations de services financiers Succursales	6 165	5 999	5 091	5 101
TOTAL	6 461	12 252	5 219	10 739

F) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

En milliers d'euros

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Sur opérations de change France	0	0
Sur opérations de change France	0	0
Sur opérations de change Succursales	260	-629
Sur opérations de change Succursales	0	0
TOTAL	260	-629

G) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT

Néant

H) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

En milliers d'euros

	TOTAL 2024		TOTAL 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	0	0	0	0
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance Succursales	1 209	0	1 284	0
Autres produits ou charges d'assurance France	1 816	0	2 179	0
Autres produits ou charges d'assurance Succursales	585	0	516	0
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	0	0	1	0
Quote-part des opérations faites en commun France	0	0	0	0
Quote-part des opérations faites en commun Succursales	0	0	0	0
Autres produits France	289	0	0	0
Autres produits Succursales	3 351	0	3 232	0
Dotations/Reprises provisions France	54	36	3	47
Autres charges France	0	2	0	21
Autres charges Succursales	0	3 839	0	3 714
TOTAL	7 305	3 878	7 215	3 782

I) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**1) Frais de personnel**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Salaires et traitements	0	1 102	1 102	1 138
Charges sociales	0	308	308	290
Charges de retraite	0	10	10	7
Participation	0	0	0	0
Intéressement	0	0	0	0
Autres charges connexes	0	9	9	9
Dot / Rep Provisions	0	0	0	0
TOTAL	0	1 429	1 429	1 444

L'effectif moyen est de 18 personnes pour l'exercice 2024 (2 cadres et 16 non-cadres).

Les salaires et traitements incluent les provisions pour congés payés constituées soit au titre de droits acquis depuis l'ouverture de la période de référence en cours à la fin de l'exercice, soit au titre de droits antérieurs non encore utilisés.

Les charges de retraite correspondent aux cotisations versées aux caisses de retraite.

2) Autres frais administratifs

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 15 863 milliers d'euros en 2024 (dont 10 659 milliers d'euros pour les succursales en 2024) contre 16 492 milliers d'euros en 2023.

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 48 k€ pour la France et à 3,51 k€ pour les succursales. Les audits sont réalisés par les cabinets Mazars, E&Y et Deloitte.

J) COUT DU RISQUE

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dotations aux provisions	-1 527	-7 772	-9 299	-6 291
Créances passées en perte sur l'exercice	-74	-388	-462	-750
Reprises de provision	809	6 184	6 994	7 046
Récupérations sur créances amorties	3	74	77	256
Dotations / Reprises pour risques	0	0	0	0
TOTAL	-789	-1 902	-2 691	260

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle pour la partie capitale. La partie Intérêts des créances douteuses est quant à elle enregistrée dans les postes de produits de cette activité.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

K) GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

Néant

L) RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par Claas Financial Services, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31/12/2024, Claas Financial Services n'a constaté aucun résultat exceptionnel.

M) IMPOT SUR LES SOCIETES

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Impôt société	-251	-6 502	-6 753	-11 014
Impôt différé	-22	4 025	4 003	-390
Dot/ Rep Provisions pour impôts	0	0	0	0
TOTAL	-273	-2 477	-2 751	-11 404

6. AUTRES INFORMATIONS**A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES**

En milliers d'euros

	Entreprises liées France	Entreprises liées Succursales	TOTAL 2024
ACTIF			
Créances envers les établissements de crédit	45 410	28 712	74 122
Créances sur la clientèle	0	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0
Autres Actifs	0	0	0
Comptes de régularisation actif	1 454	0	1 454
PASSIF			
Dettes envers les établissements de crédit	19	1 043 014	1 043 033
Comptes créditeurs de la clientèle	700 921	96 135	797 056
Dettes représentées par un titre	0	0	0
Autres passifs	99	7	106
Comptes de régularisation passif	4 492	546	5 038
HORS BILAN			
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de financement en faveur d'établissements de la clientèle	0	0	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	0	3 996	3 996
Engagements de financement reçus de la clientèle	11 753	0	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	0	44	44
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	0	0

B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

En euros

Résultat de l'exercice	7 211 460,37
Report à nouveau	58 522 907,11
Total à répartir	65 734 367,48

En euros

Réserve Légale	0,00
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	0,00
Dividende	31 442 846,40
Acompte sur dividendes	0,00
Report à nouveau	34 291 521,08
Total réparti	65 734 367,48

C) COMPTABILITE SOCIALE ET FINANCIERE ET CONSOLIDATION

En tant que Société Financière, CLAAS FINANCIAL SERVICES, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de Crédit-Bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalé ". Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

Par ailleurs, il convient d'y ajouter les impacts des normes IFRS pour déterminer le montant des réserves de consolidation.

Ces impacts sont constitués principalement des provisions IFRS 9 stage 1 et stage 2 et de la revalorisation des titres soit par résultat soit par capitaux propres.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier**En milliers d'euros**

	TOTAL 2024
Résultat comptable avant impôt	9 961
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	50 342
Différence entre plus et Moins-value sociales et financières	-27 117
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-786
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	5 806
Divers (1)	1 151
Résultat financier avant impôt au 31/12/2024	39 358
(1) Dont 1 171 k€ d'impact de provision IFRS 9	

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de Claas Financial Services au 31 décembre 2024 se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros

	TOTAL 2024
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	74 070
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-1 580
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	9 235
Réserve financière brute CB/LS French au 31/12/2024	81 726
Réserve financière sur immobilisations CB/LS non louées	0
Réserve financière brute sur immobilisations CB/LS	81 726
Provision réserve financière négative	0
Réserve financière après provision au 31/12/2024	81 726
Provision IFRS9	-9 798
Autres	-117
Réserve financière brute au 31/12/2024	71 812

c) Consolidation

CLAAS FINANCIAL SERVICES est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

D) EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant.

AFFECTATION DE PARUTION

L'Assemblée générale sur proposition de l'Organe Collégial de Direction décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 7.211.460,37 EUR comme suit :

Résultat de l'exercice	7.211.460,37 EUR
Report à nouveau de l'exercice précédent	+ 58.522.907,11 EUR
Résultat distribuable	<u>65.734.367,48 EUR</u>
Distribution de dividendes (10,71 EUR X 2.935.840 actions)	<u>- 31.442.846,40 EUR</u>
Solde au report à nouveau	34.291.521,08 EUR

Le dividende de 31.442.846,40 EUR est payable au plus tard le 5 mai 2025 à raison de 10,71 EUR par action de 15,20 EUR de nominal.

L'Assemblée générale prend acte que les dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices se sont élevés à :

	2021	2022	2023
Dividende distribué	3,40 EUR	10,21 EUR	7,49 EUR

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.